



Ville de MIRANDE

ARRÊTE TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de MIRANDE, Gers,

VU, la Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-2 et L 2512-14,

VU, les Articles R.411-8 et R.415-7 du Code de la Route,

VU, les Articles L 21 à L 27-4 du Code Pénal,

VU, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDERANT, la demande formulée le 1^{er} Octobre 2026 par Monsieur Yannick DUPUY, responsable adjoint des services techniques de la ville de Mirande, en vue d'être autorisé à occuper le domaine public Chemin de la Brasserie et rue de l'Eliana pour des travaux de réfection de chaussée **du 1^{er} Octobre 2026 à 17h au 2 Octobre 2026 à 7h.**

ARRÊTE

Art.1er : En raison de la réfection de la voirie sur le chemin de la Brasserie (portion de voie comprise entre l'avenue Saint-Roch et la rue de l'Eliana) et la rue de l'Eliana, la circulation et le stationnement des véhicules seront interdits sur ces voies du 1^{er} Octobre 2026 à 17h au 2 Octobre 2026 à 7h.

Toute occupation du domaine public au-delà de cette période devra faire l'objet d'une demande de renouvellement au moins 2 jours à l'avance.

Art.2 : Les services techniques sont chargés de mettre en place la signalisation réglementaire en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

Art.3 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires, seront constatées par procès-verbal qui sera transmis aux tribunaux compétents.

Art.4 : Monsieur le Maire de MIRANDE, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de MIRANDE, les Agents de Police Municipale et les services de voirie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MIRANDE, le 1^{er} Octobre 2026.

Le Maire,

Pour le Maire Empêché
L'Adjoint

NOTIFIÉ LE, 1^{er} 10 2026



Jean-François DARROUX

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU – Villa Noulibos – Cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa publication par, envoi sur papier au tribunal, dépôt sur place au tribunal ou sur le site www.telerecours.fr de la requête.



Réseau international des villes du Bien Vivre

